

le pétrole, le gaz et la potasse. En particulier, nous demandons au gouvernement d'avoir pour notre industrie agricole la même considération que pour la société de la Couronne à l'étude. Cela va sans dire, nous voulons qu'Air Canada et que le CN continuent leur activité. Mais ils ne persévéreront pas si nous négligeons notre industrie agricole. Je prends la parole aujourd'hui notamment pour plaider la cause de cette industrie.

Pour la gouverne de la Chambre, je devrais peut-être continuer à lire l'article que je viens de citer, car on y parle de l'inquiétude profonde des Canadiens de l'Ouest devant les événements. J'espère que le gouvernement voit les signaux d'alerte qui indiquent les sentiments des gens de l'Ouest. Ils songent à la séparation, et ils ne jouent pas comme la province de Québec le fait peut-être. Certains prétendent que des études de faisabilité ont prouvé que l'Ouest canadien y gagnerait à ne pas faire partie du Canada. Je ne dis pas que nous le souhaitons, mais cela pourrait se produire si le gouvernement ne bouge pas plus qu'il ne l'a fait et s'il ne prête pas attention à l'Ouest du Canada. Il existe un très fort mouvement en faveur de la séparation et une sécession pourrait se produire. Même le partisan du gouvernement dans l'Ouest canadien, le premier ministre libéral de la Saskatchewan, a averti le gouvernement que s'il ne voyait pas à remédier à cette tendance elle pourrait devenir catastrophique.

Le premier ministre a ajouté:

... cela réduira les encouragements aux industries minières et pétrolières qui commencent à se développer en Saskatchewan.

Les chemins de fer canadiens contribuent à la désunion en refusant d'accorder aux Prairies un tarif-marchandises qui puisse soutenir la concurrence avec le reste du pays...

Alors que l'industrie de la potasse dans la province luttait pour sa survivance, les chemins de fer n'ont pas seulement refusé d'abaisser le tarif pour la potasse acheminée vers Vancouver, mais ils l'ont augmenté de 6 p. 100.

La hausse du tarif-marchandises aurait été impossible sans l'autorisation de la Commission. Le gouvernement aurait certes pu intervenir et déclarer: «Il n'y aura pas de hausse. Nous avons un programme d'austérité et nous avons demandé aux agriculteurs de se serrer la ceinture. Nous demanderons la même chose à tous les autres.» Le programme d'austérité ne doit sûrement pas avoir été conçu pour profiter uniquement à l'Ontario et au Québec. Il devrait être bénéfique pour tout le Canada. Le gouvernement devrait prêcher d'exemple à cet égard.

J'ai écouté les paroles du ministre et j'ai lu le bill, mais je ne sais pas encore à quoi rime cette dépense de 200 millions. S'il s'agit d'une dépense d'établissement, il serait peut-être

sage d'y réfléchir à nouveau et de se demander si, pour le moment et compte tenu de l'instabilité de notre économie, on ne ferait pas mieux de s'en dispenser. Il ne faudrait pas faire des déboursés inutiles en ce moment, car nous, de l'Ouest canadien, sommes forcés de réduire nos dépenses. C'est à titre d'homme d'affaires et d'agriculteur que je tiens ces propos. Il nous est impossible de tirer un revenu suffisant de nos produits et, apparemment, le gouvernement ne déploie aucun effort pour en disposer aux prix courants dans le monde. En vérité, un de mes mandants disait l'autre jour qu'il était agacé de voir que l'Ontario et le Québec semblaient exercer un contrôle total sur le régime de livraison de notre blé. Selon lui, nous pourrions construire des élévateurs de tête de ligne à Terre-Neuve.

M. Lundrigan: Bravo, bravo!

M. McIntosh: Nous pourrions expédier notre grain à Churchill, à moindre frais, et de là l'amener aux terminus de Terre-Neuve, d'où il partirait pour l'étranger. Ainsi, nous éviterions l'embouteillage que nous connaissons actuellement à la tête des Lacs. J'estime également que notre blé pourrait ainsi se vendre à meilleur prix sur le marché international, et nos agriculteurs auraient de meilleures chances d'en réaliser des profits. Ce n'est qu'une des nombreuses suggestions que les gens de l'Ouest formulent actuellement.

Parlant du premier ministre, M. Thatcher, l'article du journal poursuit ainsi:

Le premier ministre a invité M. Trudeau à étudier la structure des tarifs-marchandises de l'Ouest «avec toute l'attention qu'il a accordée à la question du Québec».

M. Thatcher a déclaré que l'attitude adoptée par le CP et le CN «nous fait nous demander s'il ne s'agit pas simplement de deux autres compagnies dominées par l'Est du Canada et qui sont insensibles aux intérêts de l'Ouest».

«Il est bien connu que le CP détient des droits miniers sur des centaines de milliers d'acres en Saskatchewan. Peut-être pourrait-on envisager de mettre fin à sa liberté relative dans ce domaine.»

Bien que je ne sois pas souvent d'accord avec des libéraux, j'accepte cette déclaration du premier ministre provincial.

Il faut considérer le point de vue de l'Ouest sur cette question. J'aimerais m'étendre sur la question, mais le temps ne me le permet pas.

J'aimerais citer un éditorial paru le 12 novembre dans la *Free Press* de Winnipeg et qui décrit très bien la position de l'Ouest à ce sujet. Il s'intitule: *CPR's Obligation*. J'ai déjà indiqué le rapport qui existe entre le CP et le CN.

Je pense qu'à diverses reprises le Canadien Pacifique s'est servi du CN pour consolider ses propres positions pour la suppression d'embranchements et l'augmentation de ses